

1- La définition et le classement des actes de commerce

Le code de commerce donne une définition et un classement des actes de commerce. Il y a trois types d'actes de commerce :

- Les actes de commerce par nature.
- Les actes de commerce en raison de leur forme.
- Les actes de commerce par accessoire.

§1- Les actes de commerce par nature

A- Enumération légale des actes de commerce par nature prévue par le code de commerce :

Il y a deux sous-catégories :

- Les actes de commerce à l'état isolé.
- Les actes de commerce dans le cadre de l'entreprise.

1- Les actes de commerce à l'état isolé :

Etat isolé, c'est que ces actes ne sont pas forcément faits dans le cadre d'une entreprise. On ne cherche pas l'existence d'une entreprise. Il existe deux critères pour repérer ce type d'acte :

- Les actes se font de façon répétitive.
- Les actes sont faits avec une intention spéculative.

Dans la catégorie des actes de commerce à l'état isolé, il existe deux sous-catégories :

a- Les actes d'achat de biens meubles ou immeubles pour les revendre en l'état ou après transformation.

A la base de l'opération, il y a toujours un achat. Par exemple, le travail de l'agriculteur ne fait pas partie des actes de commerce car il n'achète pas à la base. La profession agricole est donc régie par le droit civil. C'est la même chose pour les activités extractives, (mines, carrières...) intellectuelles (dentiste, médecin...) ...

Dans le langage juridique, le mot « meuble » se décline en deux catégories :

- Les meubles corporels, qui sont palpables, parmi lesquels on trouve :
 - Les meubles corporels inanimés, comme les armoires ou les bureaux...
 - Les meubles corporels animés, c'est-à-dire les animaux.
- Les meubles incorporels, qui ne sont pas palpables, comme une action en bourse...

Dans le langage juridique, un « immeuble » est un terrain et tout ce qui y est incorporé de façon solide. (Les arbres et les fruits qui s'y trouvent sont des immeubles)

« Vendre en l'état », c'est vendre sans rien changer ou alors un aspect secondaire du produit.

RAPPEL : Il y a toujours une idée de répétition et d'intention spéculative.

b- Les opérations sur argent et crédit :

Il s'agit de l'argent d'autrui. On est toujours en dehors du cadre de l'entreprise avec une idée de répétition et d'intention spéculative.

2- Les actes de commerce effectués dans le cadre d'une entreprise :

A l'inverse des actes de commerce à l'état isolé, on recherche, à la base, l'existence même de l'entreprise. Le code de commerce donne une liste d'entreprises :

- Les entreprises de location de meubles.
- Les entreprises de manufacture. (entreprise qui transforme une matière et la revend après)
- Les entreprises de fourniture d'énergie. (EDF, l'eau...)
- Les établissements de spectacle.
- Les entreprises de commissions et de courtage. (Les courtiers et commissionnaires ont une activité d'intermédiaires car ils proposent différents produits de différentes entreprises.)
- Les agents et bureaux d'affaires. (Ce sont des gens qui règlent les affaires d'autrui, comme les gérants d'immeubles, les cabinets de contentieux qui s'occupent du recouvrement des créances...)
- Les établissements de vente aux enchères.

Cette liste n'est pas limitative. On a donc dégagé des critères pour repérer un acte de commerce par nature.

B- Critères de l'acte de commerce par nature dégagés par jurisprudence :

Il y a trois critères, deux économiques et un juridique :

1- Les critères économiques :

- La recherche de bénéfice ou l'idée de spéculation.
- La circulation des richesses.

2- Le critère juridique :

- L'acte de commerce se fait avec répétition et régularité.

§2- Les actes de commerce en raison de leur forme

Il y a deux activités qui sont toujours des actes de commerce :

A- La lettre de change :

Une traite est un moyen de paiement qui ne permet d'encaisser l'argent que après un certain délai. Une traite est toujours un acte de commerce, contrairement au chèque.

B- Les actes faits par certains types de société :

Il s'agit de sociétés commerciales. Leurs actes sont toujours des actes de commerce.

§3- Les actes de commerce par accessoire

Ce sont des actes fait par les commerçants pour les besoins de l'entreprise.

2- Les intérêts de la distinction acte civil et acte de commerce

Le régime est fort différent selon que l'on a affaire à un acte civil ou un acte commercial.

§1- Les règles visant la simplification et l'accélération des opérations commerciales

On considère, en effet, que pour la vie professionnelle, les choses doivent aller vite.

A- La mise en demeure :

- En droit commercial, il suffit d'envoyer une lettre recommandée avec accusé de réception.
- En droit civil, on doit passer par un huissier, ce qui est plus coûteux, et généralement, plus lent.

B- La compétence des tribunaux de commerce :

- Pour un acte de commerce, les tribunaux de commerce sont compétents.
- Pour un acte civil, il faut passer par un tribunal de grande instance. La procédure est alors beaucoup plus longue.

C- La preuve :

- En droit commercial, la preuve est théoriquement facile à apporter car le témoignage suffit. Il n'y a pas besoin d'écrit.
- En droit civil, le document écrit est indispensable. Le témoignage ne suffit pas.

D- La prescription :

Toute action en justice est enfermée dans un délai. Le seul cas où il n'y a pas de délai de prescription est le crime contre l'humanité.

- En droit civil, dans la majorité des cas, le délai de prescription est de 30 ans.
- En droit commercial, le délai de prescription est de 10 ans.

§2- Les règles visant la protection des créanciers

A- La solidarité :

On dit qu'une dette est solidaire lorsqu'il y a plusieurs débiteurs pour une même dette et que l'on va pouvoir poursuivre n'importe lequel de ces débiteurs pour la totalité de la dette. L'inverse d'une dette solidaire est une dette conjointe. C'est-à-dire que chaque débiteur est poursuivi pour sa part de la dette, ce qui protège mieux les débiteurs, mais gêne les créanciers.

- En droit commercial, la dette est supposée solidaire.
- En droit civil, la dette est supposée conjointe.

B- Les règles pénales en matière commerciale :

En droit commercial, il y a des infractions qui n'existent pas dans le droit civil. (Exemple : les abus de biens sociaux...)

3- Les actes mixtes (ou contrats mixtes) et leur régime

Ici, on parle d'acte non pas au sens d'agissement, comme précédemment, mais au sens contrat, c'est-à-dire des relations entre deux individus.

S1- La définition des actes mixtes

Un acte (ou contrat) mixte, est un contrat entre deux personnes, et pour une des deux, c'est un acte civil tandis que pour l'autre, il s'agit d'un acte de commerce.

S2- Le régime des actes mixtes

Imaginons un conflit entre un civil et un commerçant à propos d'un acte mixte. Quel est alors le tribunal compétent ? On part du principe que les tribunaux de commerce sont à part dans la mesure où ils sont composés de commerçants élus et non de juristes comme dans les tribunaux de grande instance.

A- La compétence des tribunaux :

- Si le demandeur est commerçant, on ne peut pas forcer le civil à comparaître devant un tribunal de commerce. Il ira donc au tribunal de grande instance, à moins que ce ne soit le civil qui désire être jugé par un tribunal de commerce. (peu probable...)
- Si le demandeur est civil, il a le choix entre le tribunal de commerce et le tribunal de grande instance. Le commerçant n'a alors aucun choix.

B- La preuve :

Quand on prouve, l'on prouve contre quelqu'un. Dans l'acte mixte, on adopte le régime de l'adversaire. Ceci n'a rien à voir avec les compétences des tribunaux. On adopte toujours le régime du défendeur.

C- La prescription :

Dans l'acte mixte, la prescription est de 10 ans.

D- La solidarité :

- Si les débiteurs sont du côté des commerçants, la dette est présumée solidaire.
- Si les débiteurs sont dans le camp des civils, la dette est présumée conjointe.